

Toast de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'occasion du déjeuner offert en son honneur par M. Marc Ravalomanana, sur l'aide de la France au développement de Madagascar et la coopération régionale au sein de la Commission de l'Océan indien, Antananarivo le 27 juillet 2004.

Monsieur le Président de la République, cher ami,
Monsieur le Premier ministre,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord vous dire, cher ami, l'honneur et le plaisir que je ressens à me trouver ici, dans ce cadre prestigieux, à quelques centaines de mètres de l'esplanade de Mahamasina, ce lieu témoin d'événements gravés dans nos mémoires, où vos rois et vos reines étaient intronisés, où le Général de Gaulle s'exprima le 22 août 1958 sur le destin de la Grande île, où le premier Président de la République malgache proclama l'indépendance, où vous-même, Monsieur le Président, avez prononcé votre premier discours de Chef d'État.

L'histoire a créé entre nos deux pays des relations singulières dont les vicissitudes n'ont pas entamé une amitié et une estime réciproque qui traversent le temps. Nous en vivons, aujourd'hui, un moment privilégié et je vous remercie de tout coeur, Monsieur le Président, de nous en avoir offert l'occasion.

Ma visite répond au souhait que nous avons exprimé, de part et d'autre, lors de votre venue en France en mars dernier, de faire vivre plus fortement et plus intensément l'amitié franco-malgache qui nous tient profondément à coeur. Nous venons d'en avoir une belle manifestation, avec l'accueil si chaleureux réservé à ma délégation et à moi-même. Un accueil qui nous a profondément touchés.

Ce passé que nous avons en commun, la langue et la culture françaises que nous avons en partage, notre volonté de donner à nos relations une impulsion nouvelle, tout porte Madagascar et la France à coopérer, à intensifier et à étendre leur partenariat pour plus de solidarités, plus de croissance, et au bout du compte plus de stabilité et de paix dans cet ensemble si fascinant et si particulier que forment les pays de l'Océan indien.

Coopérer pour plus de solidarités. Le grand combat pour l'homme contre la pauvreté, pour l'accès des plus démunis à la santé et à l'éducation, est celui sur lequel la communauté internationale doit impérativement se battre et se mobiliser si elle veut assumer ses responsabilités de demain. Le Sommet du Millénaire a fixé des objectifs ambitieux mais qui ne consistent qu'à réduire de moitié la pauvreté dans le monde et ces objectifs il faut les atteindre et dans l'état actuel des choses nous ne les atteindrons pas, comme nous nous y étions engagés, en 2015, si nous ne trouvons pas de moyens de renforcer considérablement la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en oeuvre de ce projet qui est un minimum de ce que l'on peut exiger au nom de la morale et même au nom du réalisme politique.

La France plaide depuis longtemps pour cette cause. J'ai voulu que notre effort d'aide publique soit relevé pour répondre à cette exigence de solidarité et de meilleur partage des richesses tirées

de la mondialisation.

Je voudrais aussi vous dire que ce ne sont pas des objectifs abstraits qui inspirent cette politique. C'est le message que l'on perçoit des populations que je rencontre. Je voyais encore ce matin l'appel de tous ces jeunes, disponibles, pleins d'enthousiasme, à la recherche de leur avenir et que l'on ne peut pas décevoir. Si on ne leur apporte pas dans des délais raisonnables, c'est-à-dire quelques années, le nécessaire sur le plan de la santé, de l'éducation, de la formation, ce qui est nécessaire pour vivre dans un monde, où par ailleurs on compare tout et instantanément, en raison de la puissance des médias, alors, si on ne le fait pas on se réserve de très graves difficultés. Et c'est une véritable déstabilisation du monde qui risque de s'engager si on ne répond pas à cette nécessité. Ce message je l'ai lu ce matin encore dans les regards des jeunes malgaches que nous avons rencontrés avec le Président tout au long de notre route ?.

Votre politique, Monsieur le Président, est inspirée par la même conviction, celle de l'attention à porter à la vie quotidienne des Malgaches, de tous les Malgaches, sur toute l'étendue de la Grande île, à leur avenir et à celui de leurs enfants. Confronté à d'immenses besoins, éprouvé récemment encore par des turbulences politiques et de violents cataclysmes, Madagascar s'est engagé, avec lucidité et courage, dans un programme de redressement, en donnant la priorité à la lutte contre la pauvreté. Les Institutions financières internationales vous soutiennent, comme tout le justifie. Le Président de la Commission européenne, (et je salue son Ambassadeur ici présent) à qui j'avais signalé, après notre rencontre de Paris, les besoins et les mérites de Madagascar, m'a donné des assurances pour qu'ils soient bien pris en considération. Nous nous attacherons de même à ce que votre pays puisse bénéficier dans les meilleurs délais des annulations de dette en faveur des pays pauvres très endettés ce qui est, sans conteste, le cas de Madagascar, ce qui permettra d'ailleurs à la France, d'annuler la quasi-totalité de la dette à son égard.

Dans ces moments d'efforts, mais pleins de promesses pour l'avenir, la France, qui est un partenaire important et c'est même actuellement le premier, se veut disponible, à vos côtés. Lorsque les cyclones et Elita et Gafilo vous ont frappés, nous avons mobilisé nos moyens d'urgence. Au moment où vous atteindrez le point d'achèvement de l'initiative PPTE, je vous l'ai dit, la France annulera la totalité des dettes de Madagascar à son égard, ce qui est normal. Permettez-moi de revenir, en particulier, sur le magnifique exemple de partenariat que représente le projet que nous avons visité ce matin, celui de l'aménagement et de l'assainissement des quartiers Sud-Ouest d'Antananarivo. Exemple, en conjuguant de façon équilibrée des préoccupations sociales relatives à la salubrité et des objectifs économiques, la commercialisation de produits et le développement d'activités artisanales. Exemple aussi, en associant aux concours des États, une collectivité locale, la mairie de Tananarive, des associations et des partenaires privés. Oui assurément, ensemble, nous pouvons faire plus et mieux en dépassant la sphère de l'aide publique.

Coopérer pour plus de croissance. Je sais que vous partagez avec moi cette conviction, Monsieur le Président. Le rôle de l'initiative privée, de l'entreprise, est un rôle absolument primordial pour créer des emplois, pour créer de la richesse et enclencher une dynamique de croissance. En la négligeant, et plus encore en l'évinçant, votre pays a enregistré dans le passé une régression douloureuse de son niveau de vie. Pourtant, nous le savons, Madagascar dispose de beaucoup d'atouts, avec son potentiel agricole largement inexploité, ses ressources halieutiques, les richesses de son sous-sol, ses attraits touristiques et une main-d'oeuvre reconnue comme étant de grande qualité.

La normalisation de la situation politique, le rétablissement de l'état de droit, les mesures de redressement de l'économie produisent déjà leurs effets. Nos investisseurs, qui sont les plus nombreux d'ailleurs à être implantés à Madagascar, ont été rassurés, Monsieur le Président, par des signaux positifs, comme l'accord de protection réciproque qui a été signé en 2003. Nous les encourageons à faire de nouveau confiance à Madagascar, en particulier ceux de la Réunion qui connaissent bien votre pays.

Coopérer pour la paix et le développement régional, voilà aussi l'un des grands champs ouverts à

notre partenariat. L'histoire fait que la France est présente dans l'Océan indien. vous avez noué avec le département de la Réunion des relations très denses et je m'en réjouis. Je voudrais à cette occasion saluer Monsieur René-Paul VICTORIA, Député de la Réunion, Maire de Saint-Denis, que vous avez bien voulu inviter à cette journée d'amitié franco-malgache. Sa présence parmi nous témoigne de la véritable communauté qui s'est instituée entre les pays et territoires riverains de l'Océan indien.

La Commission de l'Océan Indien porte cette ambition régionale que nous partageons. Je me réjouis, Monsieur le Président, du rôle que Madagascar souhaite lui voir jouer et de votre implication dans cette institution. Au moment où la libéralisation des échanges s'accroît, il est indispensable de renforcer les espaces régionaux, champs privilégiés de complémentarité et de solidarité. Attachons-nous à en tirer le meilleur parti, en favorisant les échanges économiques, en gérant en commun des services d'intérêt collectif comme la sécurité en mer et le contrôle des pêches. Faisons aussi de notre Commission un lieu de dialogue pour contribuer aux efforts de prévention et de règlement des crises. Renforçons, et je sais que vous partagez cette volonté, son rôle dans la protection et la promotion de ce lien particulier qu'est la culture des peuples indo-océaniques.

C'est dans cet esprit d'amitié et de coopération que je lève mon verre à votre santé, Monsieur le Président, en vous remerciant de votre hospitalité dont je me réjouis de pouvoir bénéficier de nouveau prochainement et de donner, à cette occasion, un nouveau témoignage de l'intensité et la fraternité de nos relations.

Vive Madagascar, Vive la France, Vive l'amitié franco-malgache !